

Forum "Changer de société ?" ou comment garder espoir et envie de lutter dans nos vies quotidiennes, pour construire plus de libertés, de fraternités, d'égalités.

5 mars 2011 Tables rondes à l' Athénée Municipal de Bordeaux

*Compte-rendu subjectif : Marie-Claude Saliceti (Inform@ctions)
toute l'information sur le forum sur le site [Changer de société](#)*

Introduction

A l'initiative d'un groupe d'enseignants de l'Université Bordeaux 1, diverses actions se sont mises en place sur Bordeaux et Bègles. Le but était de faire un panorama de notre société et de réfléchir ensemble à des transformations possibles, à partir d'exemples, parfois considérés comme utopiques, ayant fait leurs preuves ou argumentés. Films, conférences, débats ont réuni différentes structures et points de vue. Ce forum s'est tenu du 2 au 5 mars 2011.

JOURNEE DU 5 MARS : CHANGER DE SOCIETE ?

1 De la liberté : Animateur François Morel (épistémologie)

Pour changer la société il faut être libre de penser une société différente. On vit dans un système qui nous ôte de plus en plus la possibilité de le faire.

On vit dans un modèle social et économique en crise et il y a rarement eu autant de propositions et contre-propositions qu'aujourd'hui.

Mais on ne les entend pas : les media et une partie de la classe politique s'acharnent contre eux.

La liberté ne peut être que la liberté de changer collectivement les règles du jeu de la société.

Depuis les années 80 on a eu une restriction du sens du mot « liberté » : c'est devenu la liberté économique individuelle. Le préalable est d'abandonner cette définition très étroite. Derrière toutes les évidences qu'on nous propose il y a toujours des choix de société, qu'on doit pouvoir être libre de remettre en question.

1.1 libertés numériques : la fin d' une utopie ? François Pellegrin (informatique)

On est en plein dans la révolution numérique, ce qui change la donne dans énormément de domaines. Le logiciel est le premier outil de l'homme qui soit une extension de son esprit et de son corps.

On assiste à une revolutilisation des savoirs :

- première révolution : l'écriture : on fixe l'information sur des supports
- seconde révolution : l'imprimerie : diffusions pyramidale de la connaissance
- internet : l'information devient un bien commun unique ; de nouveaux espaces s'ouvrent
 - on est dans un monde de biens non rivaux, sans perte dans l'échange
 - nous sommes tous auteurs-créateurs
 - génération du remix, du détournement

- → remise en cause du rôle des éditeurs (qui jusque là maîtrisaient l'espace offert au public) ; l'industrie culturelle a très vite compris le danger.
- → question du droit d'auteur (problématique déjà posée par Victor Hugo en 1878). l'évolution de la législation fait qu' aucune création postérieure à 1921 n'a été versée au domaine public : Comment contrôler les usages pour maximiser les profits. (DMCA,EVCD,DAVSI etc)
- → Hadopi : le téléchargement, acte techniquement normal, c'est mal ! Le problème principal = la charge de la preuve, compte tenu qu'en France existe le droit au secret de la correspondance. C'est voté :
 - droit au secret de la correspondance malmené
 - justice automatique exercée par des autorités administratives- qui ne peut pas répondre à la grande variété des usages.
 - notion de « label » = « offres légales »
 - « à titre expérimental » on propose le filtrage : qui filtrera quoi ?
 - création du nouveau délit de non-sécurisation d'internet
 - surveillance déléguée à des sociétés privées
 - disparition de la notion de preuve à l'ère numérique : le système est totalement falsifiable, faillible, mais permet de mettre en place un certain nombre d'outils de surveillance généralisée de la population. Le logiciel espion, c'est mieux que Big Brother !
 - Distorsion massive de concurrence
 - dispositions jugées inconstitutionnelles dans un certain nombre de pays mais pas la France
- → LCEN2 : décret d'application paru le 1^o mars 2011 (loi de 2004) : conservation pendant un an des données personnelles
- → LOPPSI2 : fourre-tout à la Prévert. Curieusement la liste des sites « pédo-porno » est secrète...alors que cet argument sert à légitimer la loi. Mais quelle est la réalité de la chose ? En Australie Wikileaks a publié la liste de ces sites...le gouvernement australien a ajouté wikileaks sur la liste... Qui sont les vrais pirates ?

Débat : que conseillez-vous pour contrer tout cela ?

A noter : dans les réseaux sociaux (facebook par ex), pour tout ce que vous y publiez, vous concédez d'office le droit d'auteur au propriétaire du réseau : personne n'en a conscience.

- Alternatives : → « [diaspora](#) » : projet de réseau social où les données personnelles restent sur votre machine (même problème pour les moteurs de recherche=problème du contrôle de l'information ou des points de concentration de l'information)
- → [identi-ca](#) : Identi.ca est une solution libre de réseautage social et de microblogage. le projet de société se montre aussi dans les outils scientifiques en termes de systèmes : les enjeux sont exactement les mêmes
- → logiciels alternatifs, [linux](#) par exemple

Effet de réseau : point essentiel de l'économie du numérique : la construction de monopoles y est encore plus rapide que dans le monde matériel.

1.2 Autonomie et liberté : des exemples actuels Martine Alcorta (psychologie)

1.2.1 Autonomie :

Castoriadis = son but n'est pas le bonheur privé mais la liberté

JJ Rousseau = la liberté c'est l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite

(paradoxe : la loi collective/loi personnelle)

Étymologie : auto=le même ; hétéro=autre ; nome=loi

l'autonomie n'est pas l'indépendance, ni l'absence de lois, ni l'ignorance de l'autre

c'est une capacité de réflexivité (retour sur soi), de distanciation.

La vie de chacun est un combat permanent entre l'autonomie et l'hétéronomie (conformisme ou institutions transcendantales)

L'autonomie est un processus qui interroge en permanence les lois et les valeurs : débat délibératif qui permet à chacun de faire siennes ces lois et valeurs. Il permet l'intériorisation de la contrainte → il n'est pas nécessaire de contrôler et réprimer (corollaires de l'hétéronomie).

Le projet d'autonomisation est de rendre les êtres humains maîtres de leur vie en société, ce qui implique de s'auto-limiter.

Aujourd'hui on est au cœur d'une crise multidimensionnelle qui nécessite l'auto limitation de notre usage de l'énergie : il est nécessaire de se sentir responsable (pas coupable) et de pouvoir agir.

L'hétéronomie en temps de crise peut très vite aboutir au fascisme.

1.2.2 Psychologie.

Le bien-être psychologique des personnes est explicité dans des théories qui s'inspirent du « démonisme » :

Hédonisme : philosophie parlant plutôt du bonheur : c'est la recherche du but et sa satisfaction qui apportent le bonheur – recherche du plaisir : compatible avec la société capitaliste productiviste. Évitement de la question de la signification de la vie, de l'essence de la nature humaine, des buts plus profonds que le simple plaisir matériel.

Démonisme : il y a des formes de plaisir qui n'ont pas de lien avec le bien-être psychologique. Questions sur la signification de la vie et l'essence de la nature humaine.

Le Démon = le Soi qui peut donner orientation et sens aux activités d'une personne ; réalisation de soi = fonction psychologique optimale.

Théorie de l'autodétermination : 3 besoins fondamentaux

- l'autonomie

- possibilité de choix, être à l'origine de son propre comportement)
- degré d'autodétermination
- question de la motivation
- la compétence
- l'appartenance sociale

1.2.3 Changer la société ?

Cela revient à comprendre ce que vaut le travail, identifier ce qui dans la société conteste, est en lutte dans sa forme présente = où se niche de l'autonomie

- AMAP : modification des relations entre producteurs et consommateurs ; le consommateur devient un contributeur et un partenaire du producteur.
- Coopératives de production : il ne s'agit pas seulement d'abolir la propriété privée des moyens de production mais de changer le rapport entre entrepreneur et exécutant : chaque travailleur pèse sur la finalité de la production.
- Politique sociale : aider à augmenter l'autonomie
 - jardins partagés (remédient notamment au manque de transmission des savoir-faire domestiques qui donnaient la maîtrise de la vie quotidienne)
 - habitat coopératif : participatif : souvent associé à des bailleurs sociaux – c'est la coopérative qui est propriétaire du logement (on peut y avoir des parts)
 - Education

Castoriadis : une société autonome ne peut être formée que par des individus autonomes ; il faut prendre les choses par les deux bouts, surtout ne pas les opposer. Le plus grand obstacle au changement est le sentiment d'impuissance, c'est ce qu'il faut d'abord combattre.

Débat :

- Question : il manque la question de l'inconscient. On peut ne pas savoir qu'on a intériorisé la contrainte. Les gens sont formatés à leur insu : toutes les pubs sont faites – volontairement- pour taper sur des zones inconscientes
M.A : j'ai envie de garder l'espoir ; le discours psychanalyste crée trop le déterminisme et provoque un sentiment d'impuissance. Oui, il y a des techniques de manipulation, oui la pub crée de l'addiction, de la pulsion. Mais on peut, à l'inverse, construire des cadres qui peuvent induire des comportements différents (dans un cas comme dans l'autre il peut y avoir des processus conscients et des processus inconscients).
- Question : Dans le domaine de la conquête de l'autonomie le système capitaliste a compris que pour l'efficacité de la production il avait intérêt à créer les conditions d'une autonomie apparente : illusion d'autonomie dans le travail (depuis les années 70 on parlait de participation par objectifs). On a abouti à des cadres à la fois réduits à être des exécutants et amenés à exécuter ceux qui sont autour d'eux...

MA. : « démocratie participative » : quand on doit mettre un qualificatif après le mot « démocratie » c'est que la démocratie est dévoyée. Si ce n'est pas dans le cadre qu'on institue la participation, c'est qu'on est dans le replâtrage.

- Question : est-ce qu'il y a des systèmes politiques qui encouragent l'autonomie ? Ou est-ce que c'est exclusivement révolutionnaire ?
MA : c'est un processus, que l'institution va recouvrir à un moment donné, et qui va en permanence remettre en question ce qui est institué.
L'autonomie fait peur : est-ce qu'on va faire confiance au collectif ?
On a du mal à voir l'autonomie en termes de projet politique porté par une organisation. Il est essentiel que ce soient les citoyens qui poussent vers cette autonomie. Cela implique une autre manière de se positionner par rapport au pouvoir : prendre le pouvoir pour le redistribuer.

1.3 Économie : nos degrés de liberté Jean-Marie Harribey (économie)

1.3.1 L'idéologie libérale

Du XVIII^e au XIX^e est élaboré le corpus théorique de l'idéologie libérale :

- accès à l'industrialisation
- apparition et croissance d'une population prolétarisée

En 1876, Adam Smith écrit ce corpus : transformation de l'imaginaire de ce corpus en modèle universel, l'homo economicus – dont la force repose sur un postulat : l'individu a une propension naturelle à l'échange ; la juxtaposition des contrats marchands va construire la société -et non l'inverse – pour aboutir à l'harmonie universelle. (Montesquieu : les mœurs douces produisent le doux commerce et inversement).

L'homo economicus est seul, il n'existe aucune communauté politique – toutefois, c'est contradictoire, il doit échanger. AS contourne astucieusement cette contradiction : le propre de l'homme n'est pas tant l'égoïsme que l'empathie générale (les individus ont besoin d'être reconnus dans le regard des autres). Ce que n'a pas retenu l'Histoire : le Marché est considéré comme auto suffisant (il ignore le don, la réciprocité, la redistribution).

Pour Condorcet, il est impossible de déduire de la somme des individus une collective

la supercherie atteint son comble dans le discours totalement contradictoire sur l'État.

Pour A Smith, dans « la richesse des nations » le gouvernement civil est institué pour défendre les riches contre les pauvres afin qu'ils puissent dormir en toute tranquillité.

→ inutilité du politique hormis son rôle de gardien de la classe dominante

→ impensable de construire un projet politique de société. « la fin de l'histoire » est proclamée (Fukuyama).

Cette fiction est complètement mise à bas par la crise qui a éclaté en 2008. 2 exemples de cette fiction :

- les marchés financiers sont efficaces par nature, et le meilleur exemple en est la Bourse ! Or jamais la loi de l'offre et de la demande ne s'y applique, c'est l'exact contraire. Intrinsèquement un marché financier ne peut pas s'autoréguler, encore moins la planète.
- Les marchés financiers ne sont pas créateurs de richesses, ils sont stériles. Seul le travail est productif (manuel comme intellectuel)

1.3.2 il nous faut essayer de retrouver des degrés de liberté

Il est nécessaire d'articuler les transformations globales et celles des individus.

Au niveau des logiques globales, il faut briser les structures de la finance qui ont modifié les rapports sociaux depuis les 40 dernières années.

- Imposer que les pôles bancaires et financiers deviennent publics
- fin des procédures de titrisation, leviers crédits, taux etc.
- fin des paradis fiscaux
- briser la rente financière et réduire les inégalités

A quel niveau ?

- La crise de l' Euro est inscrite dans les bases mêmes de la construction européenne : concurrence entre pays supposés être coopératifs entre eux.
- Pour tuer la rente : annuler les dettes publiques (qui proviennent du laminage des systèmes fiscaux au nom du moins-disant fiscal). Elles sont fondamentalement illégitimes, venant du rachat par les États des dettes pourries des banques. Il faut « euthanasier les rentiers » ! la crise a atteint un tel degré de violence que la radicalisation des mesures s'impose.

Annuler les dettes publiques serait le signe fort, politiquement, démocratiquement, concrètement, qu'on a situé le cœur de la cible : le rapport capital/travail.

- Faire une jonction avec les mouvements sociaux.

L'exclusion du politique va à l'encontre de la notion de bien commun. Tout l'édifice néo-libéral a consisté à renforcer l'idée de la nécessité d'exclure le politique. Pas de bien commun sans réhabilitation du politique.

Le Bien commun est une construction sociale (ex l'eau (ou la connaissance), bien naturel, n'est un bien commun que par construction politique et sociale). La non-rivalité ne tombe pas du ciel.

La liberté individuelle n'est peut-être qu'un leurre si elle n'est pas inscrite dans un cadre de liberté collective. L'aspiration à l'autogestion est ce qui reste de plus fondamental dans les conquêtes sociales.

Débat :

- Question F.Pellegrini : il faudrait une récupération publique de l'outil de création de monnaie JM.Hrribey. Il faut un contrôle citoyen sur les institutions bancaires. Le pouvoir de création de monnaie a été abandonné au profit des banques privées. La création de la Banque Centrale, au lieu d'être un contrôle démocratique, a servi à nourrir la spéculation. Depuis 30 ans, on a assisté à la restructuration du capital à l'échelle mondiale.

Il faut absolument récupérer l'outil de création monétaire, pour que les activités de la société jugées utiles collectivement puissent être organisées, créées et distribuées.

- Question : la place des rentiers sur l'échiquier politique : cette idée est infime, en décalage par rapport à la virulence de la crise !

JMHrribey : je suis aussi conscient que vous de cet énorme décalage : la crise est violente,

se traduit dans les médias etc. Mais les contradictions finissent toujours par éclater ! Il y a des bouleversements inattendus qui se produisent ; les contradictions peuvent rendre possibles des sauts qualitatifs. A l'automne dernier on a raté le saut.... on y arrivera la prochaine fois.

Il faut favoriser les synergies entre les différents leviers pour gagner en degrés de liberté : le chemin pour y arriver est celui-là. La marche de la société n'obéit pas à une horloge, les processus sont nécessairement longs avec des sauts qualitatifs....

- Question : F.Pellegrini. L'opposition capital/travail : il faudrait éviter d'être rentier soi-même. S'endetter pour 35 ans, ça n'incite pas à faire la révolution ! - voir la question du livret de caisse d'épargne et le logement social : un certain nombre de mécanismes sont mis en place pour verrouiller la situation.

JMHarribey: faire opposition aux fonds de pension pour financer les retraites, parce qu'ils visent à transformer quelque chose qui dépendait de la solidarité collective en rente (tout travailleur devenant un mini-rentier en puissance). Même chose pour la future loi sur la dépendance.

- Question Thomas Morel : voir l'article du monde diplomatique « [les vertus oubliées de l'activité non marchande](#) » (de JM.Harribey) : puisque l'État est organisé pour décourager ce genre d'entreprise, quel espace y a-t'il pour tenter de réhabiliter cette sphère non-marchande ?

JMHarribey:

toute l'action pour défendre les services publics est absolument indispensable. Ils doivent être collectivement financés.

Il faut aussi pouvoir légitimer, fonder en raison conceptuelle ses positions. Aristote, Adam Smith, Marx ont souligné la différence radicale entre valeur d'usage et valeur marchande. La valeur d'usage n'a pas pour objet de valoriser le capital mais de produire des richesses (ex ; l'enseignement, la santé etc. constituent un bon quart dans le PIB).

L'agrandissement de nos degrés de liberté passe par le bornage de la sphère marchande et l'augmentation progressive de la sphère non-marchande. C'est la principale manière de réduire les inégalités par l'accès de tous à la santé, à la culture, au logement, à la connaissance, au transport, etc.

- Question T.Morel : emploi non-marchand - par exemple wikipedia ; il y a là un capital de savoir qui pourrait être monétisable pour toutes structures qui peuvent en bénéficier

JMHarribey : les post-capitalistes sont capables de se mettre au service de toute la société et de rendre les hommes vraiment égaux entre eux (même les anciens capitalistes!) : nous devons inverser le processus de capitalisation qui a commencé par l'expropriation.

La nouvelle expropriation est celle de ce qui fera le cœur de la création non monétaire de richesses. Dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles c'est décuplé ! (rapt de terres et de matières premières en Afrique par ex.) : ce processus-là est quasiment mortifère.

2 Présentation de l' Appel des Appels : Martine Rainaud (ADA)

Quelques lignes de la Charte de l'Appel des Appels en guise d'introduction :

« Nous, professionnels du soin, du travail social, de la justice, de l'éducation, de la recherche, de l'information, de la culture et de tous les secteurs dédiés au bien public, avons décidé de nous constituer en collectif national pour résister à la destruction volontaire et systématique de tout ce qui tisse le lien social.

Réunis sous le nom d'Appel des appels, nous affirmons la nécessité de nous réapproprier une liberté de parole et de pensée bafouée par une société du mépris.

Face à une idéologie oppressive qui promeut le culte de l'argent et la peur de l'autre,

Face à la souffrance sociale que cette idéologie génère, Face à la multiplication de prétendues réformes aux conséquences désastreuses, Face au saccage de nos missions et de nos pratiques professionnelles,

Face à la promotion du prêt-à-penser et de procédures managériales et sécuritaires,

Face à la désignation à la vindicte collective de citoyens toujours plus nombreux,

Face à l'abandon progressif des plus fragiles parmi nous... »

Pour lire la suite de cette charte, vous pouvez aller sur le site dont le nom est <http://www.appeldesappels.org/>.

On peut aussi prendre contact avec le comité local par un message envoyé à : appeldesappels33@free.fr

Initialement l'Appel des Appels a été créé en vue de regrouper les divers appels des professions du lien social comme l'étaient Sauvons la clinique, Pas de 0 de conduite, Sauvons les RASED, Sauvons la recherche... Le regroupement de ces forces cherchait à renforcer leurs revendications.

Suite à la première réunion publique nationale du 31 janvier 2009 qui a rassemblé plus de monde que ne pouvait en contenir le lieu réservé à cet effet, se sont créés de nombreux comités locaux dans divers départements.

Le comité girondin a organisé sa première réunion publique à Bègles le 1^{er} mai 2009. Le thème en était : les atteintes portées aux professions qui touchent au lien social. Des représentants de divers champs professionnels sont intervenus dans ce cadre. Nous avons réuni plus de 300 personnes. Les interventions, comme les débats, ont établi des constats alarmants. Le comité d'organisation a choisi de thématiser les réunions suivantes afin de dépasser le stade des constats, d'approfondir les réflexions et de faire des propositions constructives. Sur ce modèle, le thème de l'évaluation a fait l'objet de la réunion du 3 octobre 2009.

Les deux réunions qui ont eu lieu en 2010 se sont appuyées sur les apports de

personnalités, commentés par des représentants de mouvements sociaux (3^e réunion) puis par des syndicalistes (4^e réunion).

La réunion du 12 mars 2010 s'est déroulée autour de l'intervention de Christian Laval, l'un des initiateurs de l'Appel des Appels, co-directeur, avec Roland Gori et Barbara Cassin, d'un ouvrage sur les thèmes fondamentaux de l'Appel des Appels, également auteur de nombreux ouvrages portant sur les funestes effets du néo-libéralisme.

Voici quelques lignes de présentation de cet ouvrage :

« Demain, lorsque la normalisation des conduites et des métiers régnera définitivement, il sera trop tard. Soins, éducation, recherche, justice seront formatés par la politique du chiffre et la concurrence de tous contre tous. Il ne restera plus à l'information, à l'art et à la culture qu'à se faire les accessoires d'une fabrique de l'opinion pour un citoyen consommateur. »

Face à de prétendues réformes aux conséquences désastreuses, les contributeurs, psychanalystes, enseignants, médecins, psychologues, chercheurs, artistes, journalistes, magistrats, dressent l'état des lieux depuis leur cœur de métier et combattent la course à la performance qui exige leur soumission et augure d'une forme nouvelle de barbarie. »

La rencontre du 17 novembre 2010 s'est déroulée à partir d'un film réalisé par « La bande passante » qui consiste en une interview de C. Dejours, connu pour ses travaux sur la souffrance au travail. Un certain nombre de syndicalistes étaient invités à donner leur avis sur ce film.

Notons que l'essentiel de ces moments repose sur la mise en débat des apports des invités qui sont suivis, à chaque fois, par de nombreux échanges avec le public. Chaque réunion est enregistrée et fait l'objet d'un corpus écrit qui peut être retravaillé.

Actuellement, nous préparons la rencontre inter-comités locaux qui aura lieu à Paris le 19 mars 2011. L'objectif est de faire le point sur l'activité des différents collectifs et de penser l'avenir du mouvement tant dans sa dimension nationale que locale.

Pour notre part, nous envisageons de lancer des chantiers de réflexion thématique :

1. Analyser la manière dont on nous force à détruire nous-mêmes l'essence de nos métiers, c'est entrer en ***lutte contre la servitude volontaire***.
2. Rechercher des ***méthodes alternatives pour s'opposer à l'évaluation***.
3. Contrer le mouvement destructeur de la valeur « métier » qui consiste à substituer la « polyvalence », la « pluridisciplinarité » au professionnalisme et au trans-professionnalisme.
4. Quatrième thème de chantier : le détournement du langage comme moyen

d'aliénation

3 De nos vies : animateur Michel Pernot (archéologie)

La notion de culture est à élargir ; elle concerne l'intégralité d'un individu, il ne faut pas séparer la culture et le travail ; nous sommes formatés mais il faut en comprendre plus.

La survie de nos sociétés passe par la transmission : il faut ouvrir très largement les possibilités de l'éducation sous de multiples formes.

3.1 Science et culture : pour qui ?

3.1.1 Jean-Michel Dauriac enseignant, créateur de l' Université Populaire des Hauts de Garonne.

Naissance, mort et résurrection des UP. Les Universités Populaires sont un héritage.

- XVIII° le fondateur de la 1° UP est un danois : [Grundvig](#), pasteur luthérien. C'est une structure éducative gratuite et ouverte à tous
- développement des UP en Allemagne
- elles arrivent en France par le syndicalisme révolutionnaire ([Fernand Pelloutier](#), fondateur des Bourses du Travail. C'est le moment où les syndicats se constituent sur la base d'un changement de société – militantisme politique sans parti au départ. C'est la période de l'affaire Dreyfus.

Fin 1890 création de l' UP de la région parisienne (Montreuil) : échange de savoirs entre ouvriers, rejoints rapidement par des intellectuels. Il y a des tensions, mais un grand développement dans les années 1910 (50 à 60000 personnes)

- 1914 : coup d'arrêt, et même le Front Populaire ne leur redonne pas vie
- Années 1960 : renaissance en Allemagne puis en Alsace, progression lente et création d'une association fédérative en 1987
- 2002 : création de l' UP de Caen par Michel Onfray dans le contre-coup de l'élection présidentielle. Elle obéit aux règles de ce qu'est une UP mais n'appartient pas à l'association des UP de France.
- Actuellement il y en a plusieurs dizaines, qui fonctionnent sur des bases qui ont repris celles d'il y a 100 ans : c'est progressiste !

Bases associatives

intervenants tous bénévoles

toutes les activités sont gratuites

aucune condition d'accès ni de diplôme

position laïque telle définie par les textes : ne pose aucun interdit sur les sujets évoqués

il doit y avoir échange avec le public – ce ne sont pas des conférences – il est très important que le débat ait lieu, et la parole de l'un vaut celle de l'autre.

Évolution avec les propositions des participants

l'UP est-elle une force de changement ?

Ce n'est pas l'école, pas inféodé à une hiérarchie, à un modèle

interaction intervenant/public

le savoir est libérateur

tous les savoirs sont à égalité

c'est un lieu où le peuple peut se réapproprier son histoire, ce qui lui donne les moyens de comprendre ce qu'il est capable de faire

3.1.2 Thierry Meot (statistique)

Il est nécessaire d'associer sciences, écologie, société . Le but :

→ mise en débat des avancées des sciences et des techniques,

→ promouvoir les dimensions scientifiques et techniques de la culture.

On ne peut pas changer la société si on ne change pas profondément le travail. Entre Travail et Culture il y a un lien très profond.

- Conceptualisation des liens forts avec la division du travail et son histoire. L'aristocratie a assimilé culture et divertissement (étymologie : dé-vertir = se dé-tourner de son ennui). Cette conception s'est étendue, avec le développement du capitalisme, sous deux biais :
 - le développement des loisirs (naissance des industries culturelles, ex. Hollywood)
 - le développement des industries culturelles qui ont permis le détournement des classes populaires les plus exploitées de toute réflexion qui pourrait remettre en cause leurs conditions d'existence.
- Aujourd'hui on arrive à une limite de ce système : malaise, souffrance au travail sous la pression renforcée de l'exploitation. C'est aussi un problème culturel au sens où pour la plupart les individus – à cause de lacunes dans la formation ou d'une culture reçue insuffisamment large – ressentent d'énormes frustrations du fait de l'incapacité de situer avec des repères clairs ce pour quoi ils travaillent. La perte de sens est énorme.
- Si on veut libérer le travail il faut changer la conception de la culture.
 - En redonnant toute leur place aux dimensions technique et scientifique de la culture : il faut assurer un minimum de maîtrise du travail à ceux qui l'exercent. La technique a un caractère profondément universel.
 - Et une place dans la culture à une conception différente de la technique (Marx a souligné l'importance des techniques « invisibles »), notamment la comptabilité qui a un rôle très important dans la vie des individus ; Les critères de Maastricht sont fondés sur la comptabilité nationale.
 - Il reste beaucoup de révolutions à accomplir – non plus par la bourgeoisie, mais par le peuple.

3.1.3 Pierre Perot (sociologie)

Le défi actuel : parvenir à changer le monde par la connaissance.

- Aujourd'hui la connaissance marque une rupture dans les régimes d'accumulation de savoirs de masse, surtout quant à la rapidité de leur diffusion. Notre régime éducatif n'est plus en mesure de suivre l'intensité et la rapidité de la production scientifique – qui va se démultiplier.
- Depuis très longtemps la connaissance est ambivalente ; tant individuellement que collectivement, elle nous soumet et nous libère, et ce n'est pas facile à gérer.
 - Les « lumières » sont contemporaines de ce grand mouvement d'industrialisation qui a permis d'abolir la toute-puissance de la théologie, de la religion – et d'aller vers un monde moderne très dynamique. Et pourtant elles ont été mutilantes par le développement des nouveaux modes de production. Les plus asservis étaient déjà les plus fragiles (beaucoup de familles pauvres avec beaucoup d'enfants)
 - les connaissances ont continué à être ambivalentes, avec le développement de la sociologie, de la psychanalyse, des sciences sociales : on a mis des horloges dans les ateliers, pour étudier les temps de travail et savoir si l'amélioration des conditions de travail permettaient ou non une meilleure rentabilité... Dans les années 30 Herbert Simon : un petit groupe va être de plus en plus productif sous l'effet du stress – même s'il le paie très cher. Aujourd'hui nous avons le management par le stress...
 - les sciences sociales sont allées au-delà de cette première hypothèse : aujourd'hui le travail est également géré en termes de management, de gestion, de confiance en soi, d'implication... bien au-delà du savoir-faire initial : micro qualifications, série de tâches de plus en plus parcellisées, « travail en miettes », disparition de la notion de « collectif ».
- nous avons à reconquérir l'expérience de la coopération et du collectif : c'est une expérience politique que nous devons essayer de faire. Il y a là deux enjeux :
 - réapprendre l'échange, la controverse, le débat
 - sortir de l'individualisme instauré depuis le début des années 80 : penser de nouveaux modes de mise en collectif du travailet sur ces nouvelles bases, trouver de nouvelles formes d'organisation politique, de société, d'agora.

Débat :

- question Michel Perrot : l'Économie est-elle une philosophie du passé ? Peut-on conserver la mémoire ? Dans 10, 20 ans y aura t'il encore un musée de la mine, de la pêche, des pratiques agricoles ?

P.Perrot : La mémoire ouvrière, si on la vit comme quelque chose de figé, standardisé, personne ne s'y retrouve. Dans les années 50 il y a eu l'émergence d'une « école de la marine » d'où sont sortis les patrons d'aujourd'hui et aussi les syndicalistes, qui s'opposent dans l'espace politique. Mais ni les uns ni les autres n'ont réussi à remettre au travail les 10% d'ouvriers qui n'en avaient pas retrouvé.

Dans le Nord les mines ont fermé, on essaie de créer un nouveau musée. Les ouvriers ont voulu mettre l'accent sur l'évolution de leurs compétences. C'est très difficile aujourd'hui à cause du retrait complet de la puissance publique. Ils n'ont pas pu assurer à leurs enfants un

futur à partir de ce qu'ils connaissaient. Nous ne savons pas mobiliser notre histoire pour faire face à nos défis.

M.Pernot : N'est-ce pas le problème de la réappropriation d'une certaine forme de culture ? (par ex. le compagnonnage à Troyes)

T. Meot : il n'y a pas de culture sans patrimoine ; on ne peut pas comprendre les sciences sans avoir quelques notions de l'histoire des sciences. C'est la principale justification des Universités Populaires : l' Histoire doit être réappropriée par tous et par chacun. Or elle est faite par des spécialistes - avec leurs lunettes déformantes.

Il est nécessaire de nous replacer dans l' Histoire et de la faire de manière collective.

- Question : l'impératif de la société capitaliste se trouve occulté par le management. Au XIX^e il y a eu un mouvement, de l'exploitation de la classe ouvrière vers sa sur-exploitation. On a abouti ainsi à une génération entière qui n'est plus viable ni pour la production ni pour l'armée, par incapacité physique. Un autre phénomène : j'ai un ami docker à Rouen âgé d'environ 50 ans – syndiqué, aimant son travail. Il a vu arriver une équipe de jeunes dockers beaucoup plus productifs, et au nom de cette productivité supérieure toutes les équipes se sont vu imposer des conditions de travail insupportables. Peut-on faire le même constat dans des situations tout à fait différentes dans l'histoire ? Le management par le stress a montré sa redoutable efficacité, en développant le malaise au travail dans la société tout entière. Les sociétés qui l'ont le plus appliqué doivent trouver d'autres formes d'exploitation pour maintenir leur taux de profit et leur efficacité.

En ce qui concerne l' Université Populaire : les critères sont très intéressants ; n'y a-t'il pas d'autres formes d' UP dans la vie sociale sans cette appellation ?

- JM Dauriac : l' UP est un élément de l' Education Populaire, ce n'est pas une institution, elle ne prétend pas à l'exclusivité. Il y a d'autres lieux de transmission et de partage. Ce qui me gêne c'est l'idée qu'il y aurait une culture bourgeoise et une culture ouvrière : la culture d' un territoire c'est un ensemble, constitué de sensibilités en dynamique permanente. Il y a un chemin à ouvrir : quels groupes sont porteurs de changements révolutionnaires ? On ne peut pas construire l'avenir en étant tourné vers l'arrière. Par ex. la Creuse refuse de devenir un écomusée. Je suis un peu effrayé par notre tendance patrimoniale excessive.
- Question : on est passé d'une civilisation agricole à autre chose, ce qui rend difficile la culture : il y a beaucoup de vestiges.

T.Meot : il n'y a pas de culture ouvrière, mais des conceptions différentes de la culture.

3.2 Changer le travail, changer la vie ? : animateur Paul Brouzeng (histoire des sciences)

Le Travail devient une véritable science, avec divers éclairages (ergonomie, médecine, psychologie) qui devraient nous permettre de mettre fin à un système dépassé, incapable de maîtriser la diversité des sciences et des techniques et de nous apporter le bonheur.

J'ai été invité à un colloque sur les résultats des formes actuelles du management : visite destinée à démontrer l'effet des nouveaux modes de gestion d'une entreprise. Exemple d'une centre d'appels où chaque employé qui vient de décrocher un rendez-vous peut tirer une enveloppe-surprise (gagné ! Un voyage, une prime etc.) variante de la queue de Mickey... c'est un peu caricatural mais rejoint les études faites par des ergologues, des psychologues ; le plus délétère de tout : l'évaluation individuelle couplée à la menace. Nous en sommes à un point où, confrontés à ces problèmes de

rentabilité, de profit à court terme, nous arrivons dans de l'insupportable : le capitalisme est contraire à toutes les valeurs d'humanisme.

3.2.1 Gérard Mordillat (écrivain et cinéaste)

Quelle image avons-nous aujourd'hui du travail ? = quelle image du travail renvoient le cinéma, la télévision, les romans, les media au sens large ?

D'après la télévision la société française est majoritairement composée de policiers, magistrats...d'oisifs fortunés ; les femmes sont mères de famille ou call-girls...

image : les français ne travaillent pas, sont oisifs, riches, occupés par leurs affaires de cœur, leur patron. Le travail ? C'est le vaisseau-fantôme de l'imaginaire.

Dans les romans de la rentrée, les travailleurs sont rarissimes...

Dans les journaux, l'imprononcé du travail c'est le chômage. On parle de piquets de grève, de petits boulots.

= image très déqualifiée et déqualifiante du travail.

- Ce qui renvoie à une réalité socio-économique où les travailleurs sont pauvres, le travail serait par nature porteur de pauvreté (intellectuelle, culturelle, de savoir) : le travail = chose pauvre pour les pauvres.
- Outil de propagande extrêmement puissant pour les organisations patronales à travers les media qu'ils contrôlent pour promouvoir leur idéal : l'intermittence.
- l'intermittence pose la question de l'usage du temps. Le combat pour la maîtrise du temps est un combat politique fondamental. La période contemporaine est l'unique moment où tout le monde dans une société travaille dans le même temps. C'est quand l'entreprise est en grève qu'on s'arrête.
- Un intermittent, c'est quelqu'un qui n'a pas d'horizon au-delà de la journée travaillée, quelqu'un qui n'a pas de futur. Mais pour que ça fonctionne il faut qu'il n'y ait pas non plus de passé (destruction du code du travail pour que le passé disparaisse). Un intermittent, c'est une « variable d'ajustement ».
- l'image du travail doit disparaître de l'imaginaire, de la pensée, pour qu'on le fasse disparaître de l'économie réelle – le grand fantasme : ne faire de l'argent qu'avec de l'argent « cachez ce travail que je ne saurais voir ».
- expulsion du vocabulaire d'une certain nombre de termes :
 - cotisations sociales → charges sociales
 - salaires → coût du travail
 - syndicalistes → partenaires sociaux
 -

2 points importants pour combattre cette image et ce vocabulaire :

- découvrir comment nous pouvons partager le travail
- promouvoir l'idée du Bien Commun

liberté/égalité/fraternité : c'est le rôle de l'État d'assurer ce partage en assurant l'égalité.

La bataille aujourd'hui c'est d'instaurer la réduction du temps de travail pour que ce partage puisse

être possible.

Le salaire est à redéfinir (les $\frac{3}{4}$ des heures de travail dans le monde est assuré par des femmes, et seulement $\frac{1}{4}$ de ces heures est salariée) : il faut redéfinir ce que doit, peut, être le salaire et ce que recouvre cette notion (relire l'Éloge de la Paresse).

Robespierre (2/12/1792) : le premier droit de l'homme : exister.

3.2.2 Michel Lulek (agence de presse autogérée)

Il y a des initiatives dans le champ du travail qui ont aussi un effet au-delà de l'activité économique, sur des réseaux sociaux ou des territoires. Cela permet d'envisager des modalités de travail et une société plus autonomes.

L'entreprise : on constate que c'est un monde clos, hors société, où à peu près tout le monde est d'accord pour qu'on n'y applique pas les mêmes règles que dans le reste de la société !

Contre ce modèle :

- il y a 23 ans nous avons créé « [Ambiance bois](#) », une scierie-raboterie à participation ouvrière (en Creuse, 23 employés pour 16 ETP)
- Nice – années 80 : entreprise de rédaction à Paris
- aujourd'hui Scop « La navette » : entreprise de rédaction de 7 personnes pour 5 ETP

Règles des entreprises autogérées :

- gestion collective : réunions fréquentes pour toutes les décisions importantes, consensus (jamais de vote majoritaire)
- refus de l'idée du monopole et de la captation d'un poste par une seule personne ou par un groupe de personnes (le menuisier fait de la comptabilité certains jours et vice-versa)
- partage des responsabilités : tous les salaires sont égaux
- pas de patron : le PDG ou le gérant est tiré au sort chaque année dans un chapeau.
- Travail à temps partiel : idée du partage du travail et qualité de la vie
- choix de gagner moins pour vivre mieux

ça peut tout à fait fonctionner, la coopération est bien plus intelligente que la compétition et plus efficace que la concurrence.

- Ces exemples montrent que la loi « une entreprise ne peut pas fonctionner autrement » est fausse.
- Nous ne sommes pas les seuls ; il existe des réseaux d'échanges alternatifs et solidaires sous des modalités un peu différentes, qui reflètent les mêmes types de fonctionnement et les mêmes aspirations.
- L'effet de ces entreprises a un impact fort sur certains territoires un peu délaissés par l'économie classique.
- En France l'économie sociale (entreprises dont la finalité n'est pas le profit) représente 10% des emplois ; localement elle peut atteindre 30 à 40% des emplois.

Le changement de société est possible aussi par ce biais-là.

Débat :

Question : La servitude aujourd'hui n'est pas la même que celle du « discours de la servitude » de La Boétie. Elle vient du travail, et elle vient du crédit, outils beaucoup plus subtils mais nous rendent totalement inactifs. Sont-ils élaborés par des spécialistes de la manipulation ?

G. Mordillat : La Boétie parle de servitude volontaire. La manipulation – en tous cas, le discours néo-libéral, c'est « there is no alternative » : le capitalisme est le stade ultime d'organisation humaine et le Marché se confond avec la démocratie. C'est de la propagande, qui a ruiné avec succès ce qui était la fonction de l'État pendant les 30 glorieuses (Alain Minc : une certaine forme de dictature est à envisager (!)).

T. Morel : pour les entreprises alternatives, quelle forme est préférable : [société coopérative](#) ? [SAPO](#) ?

M. Lulek : Il y a 2000 SCOP en France à peu près. Le régime SAPO est tout à fait particulier. Le statut juridique n'est pas neutre, mais il ne fait pas tout.

L'image de la SCOP, c'est une entreprise qui périclité, c'est faux : il y a des petites entreprises avec des gens qui ne sont pas pris dans le trip de l'entreprise individuelle.

Question Vincent Taconet : La Boétie était un aristocrate ami de Montaigne. Il néglige un peu les conditions volontaires d'asservissement par le pouvoir dominant. Très souvent, pour Montaigne, Montesquieu, Zola, soit on les désigne comme des progressistes annonçant le monde dans lequel nous vivons, et dénonçant les horreurs de leur temps. - ou bien on les montre comme les thuriféraires des horreurs de leur époque : ils étaient traversés de contradictions...

Vos exemples montrent des formes d'émancipation extrêmement intéressantes. Dans notre société ont été dévoyées ou perverties une multitude d'associations qui ont comblé les vides (santé, handicap...) avec bénévolat, militantisme, exploitation – travaux qui devraient être de l'ordre du service public ou de coopératives.

M. Lulek : les associations sont soumises aux mêmes règles de droit du travail

G/Mordillat : On observe une tendance terrifiante, on veut substituer à l'égalité la charité. L'État se défait de ses responsabilités au nom de la charité.

M. Lulek : c'est une contradiction réelle, il faut mener le combat sur les deux fronts.

Question : [Alain Accardo](#) : « de notre servitude involontaire ». Les 30 glorieuses : juste après la guerre, le patronat -qui était très compromis dans la collaboration- a bien dû lâcher du lest. Mais ils ont tout regrignotté progressivement ensuite.

G. Mordillat : en France c'était la collaboration, en Amérique la hantise du communisme : le patronat a dû accepter des avancées sociales (je ne fais pas l'éloge des 30 glorieuses) combattues ensuite par toute la pensée néo-libérale

Question : la question du bénévolat est délicate : à Bx par ex. nous logeons les demandeurs d'asile que la préfecture ne loge pas, malgré les condamnations.

Question : à propos des « call-centers » : comment se fait-il qu'on instaure de tels rapports dans l'entreprise sans que ce soit contrôlé ? (il y a une loi sur le harcèlement par ex). Il y a le vocabulaire : le mot « marché » n'a pas du tout le sens qu'on lui donne maintenant ; ça introduit dans la psychologie des gens une espèce de flou. On entre dans un système à notre corps défendant en employant le même vocabulaire : c'est entrer dans la « négociation » de contrats ; alors que la seule façon peut être dont les syndicats pourraient être efficaces, c'est de refuser en bloc. D'où vient cette soumission qu'il y a en nous ?

G. Mordillat : la vraie question c'est ... jusqu'à quand ?

P. Brouzeng : la solution ne peut être que collective.

G. Mordillat : les mots « marché » « main invisible » sont une évocation religieuse...dimension très forte dans l'idée qu'il n'y a pas d'alternative : le discours libéral est religieux !

JM Dauriac : nous devons questionner le rôle même de l'Etat, son utilité ?

Intervenant: pourquoi on se projette tous comme salariés ?

Intervenant : le salarié n'est pas forcément encouragé, par contre, le travailleur indépendant, l'auto-entrepreneur, sont encouragés : c'est extrêmement dangereux car ils ne sont plus couverts par le droit du travail.

G.Mordillat : le salariat se reconnaît d'une façon assez simple une solidarité de fait. Aujourd'hui il y a une grande opposition entre le salariat et l'actionnariat.

Intervenant : autrefois les syndicats parlaient de l'abolition du salariat...

M.Lulek : on dit non au salariat qui comporte un lien de subordination

travailler ensemble en coopérative, avoir un statut de salarié en menant son activité individuelle sous le chapeau de la SCOP : là on peut dire oui au salariat. (un visiteur du ministère a demandé...où est le stress qui fait fonctionner l'entreprise ?...)

P.Brouzeng : le Robert donne cette définition du travail = produire ce qui est utile pour la communauté.

Demandons-nous si ce qu'on produit actuellement est utile pour la communauté ?

4 De nos droits : animateur Vincent Taconet (Espace Marx)

La nature suffoque.

Jaurès : la démocratie ne souffre pas de mouvement, mais de l'immobilité.

Les révoltes et l'indignation entraînent la construction d'alternatives.

Le contexte actuel de la campagne électorale provoque rejet et peur chez nos concitoyens.

l'« invasion » de travailleurs étrangers est un fantasme : cf l'humanité "[L'invasion de l'Europe par bateaux est un fantasme](#)".

En Europe 1.500.000 immigrés légaux arrivent chaque année car il est fait appel à la main d'œuvre étrangère.

En France 85% des pauvres sont des femmes en charge de leurs enfants.

Au niveau de l'Europe se prépare un « pacte de compétitivité » qui devrait être voté à la fin de ce mois au Conseil de l'Europe pour être voté ensuite à l'assemblée européenne ; objectif très déclaré : niveler par le bas tous les acquis sociaux...

4.1 Les discriminations à l'égard des Tsiganes en France : Emmanuel Filhol (enseignement-recherche)

Il existe des traits importants de montage généalogique concernant les discriminations des Tsiganes en France.

4.1.1 La présence des Tsiganes en France

Son ancrage remonte au début du XV^e, contrairement à l'image répandue du rejet constant à leur égard, ils ont connu à certaines périodes un bon accueil social, surtout auprès des nobles. Le

surgissement d'un « inattendu » comme événement, l'investissement du thème bohémien que révèle la culture savante et populaire, ont suscité un vif intérêt. Les peintures du Caravage, la danse et le théâtre au XVII^e, la littérature, les cartes postales, les almanachs, l'opéra, la publicité pour les « gitanes », la chanson, la BBD... : ils font partie du paysage culturel depuis longtemps.

Les pouvoirs publics ont une attitude nettement moins tolérante et compréhensive. On observe des tournants régressifs :

- de 1650 jusqu'à l'aube du XVIII^e
- depuis la fin du XIX^e un ensemble de facteurs socio-économiques, politiques et idéologiques les fait assimiler à des étrangers, à des socio-indésirables.
- Période contemporaine : des mesures discriminatoires sont prises :
 - surveillance (recensement exigé dans tous les départements)
 - identification et contrôle
 - assignation à résidence et internement
 - montée de l'hostilité depuis les années 1900 dans les pratiques et dans les discours contre le nomadisme ; des débats au Parlement aboutissent à la loi qui va sceller le destin des Tsiganes en France – votée à l'unanimité le 16.07.1912- ils sont dès lors traités comme une population criminogène :
 - au cours de la 1^o guerre mondiale on va arrêter les « romanichels » alsaciens et lorrains et les interner de 1914 à 1919
 - ils seront assignés à résidence le 6.04.1940 puis, sous l'occupation allemande, envoyés dans des camps, où ils subiront des conditions misérables et seront les derniers libérés en juin 1946.

Cette histoire est restée dans le silence (pas pour eux...) ; ils ne cherchent pas à être entendus.

- La loi de 1912 a continué à s'exercer après la libération jusqu' en janvier 1969 : au carnet anthropométrique sera substitué le carnet de circulation.
- A partir de 1969 ils devront être rattachés à une commune.
- Actuellement : ils subissent une série de stigmatisations, sont rejetés, fichés (symptôme de l'été dernier en particulier)

Chombard de Lauwe : la désobéissance civique est l'ultime recours des consciences.

Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. (La constitution « montagnarde » de 1793 Article 35)

4.2 Des droits des femmes : Karine Lelièvre (militante au planning familial, membre du collectif bordelais du Droit des femmes)

La question des femmes en général est transversale de tous les sujets ; les femmes y vivent une oppression spécifique.

Ce n'est pas une minorité discriminée, c'est tout un système patriarcal mis en place et qui arrange bien le capitalisme. Les femmes portent cette question-là de manière très intéressante.

Le 8 mars est la journée de lutte pour les droits DES femmes (et non DE LA femme).

Question de l'autonomie de nos vies, corps, sexualité, territoires. La loi de 2010 a marqué une petite avancée notamment sur le droit au référé, mais très insuffisante. A BX par ex. il y a 2 centres d'hébergement ; on n'a pas les moyens concrets de mener une action.

L'IVG : les femmes ont eu une révolution à travers la contraception et l'IVG : le droit à disposer de leur corps. Ce qui est actuellement très attaqué. Il y a une inégalité totale sur le territoire pour l'accès à des centres d'IVG (des centres ferment), et pour le remboursement. La gynécologie de ville est très très fortement remise en cause.

En Europe une « clause de conscience » a été adoptée : des médecins peuvent refuser de faire une IVG pour des « raisons personnelles » (religieuses ou idéologiques) non dites (ils disent « on ne peut pas vous prendre »). Ce droit est entrain de glisser vers une dimension idéologique.

Ce qui est positif : il y a des luttes dans les espaces publics où les femmes peuvent venir parler. C'est très important pour sortir de l'isolement – parole, réflexion, construction -

le Collectif pour les Droits des femmes participe à une grande manifestation aujourd'hui.

Se manifestent actuellement les exigences des tunisiennes, des égyptiennes, des algériennes, des iraniennes, des afghanes (qui ont gagné il y a quelques jours le droit à la contraception).

4.3 sans-papiers : des frontières sélectives : Nathalie Victor-Retali (RESF-photographe)

La question des sans-papiers est très transversale aussi.

Les lois pleuvent sur les associations de défense des étrangers. Si on se noie dans le terrain et dans l'action on a du mal parfois à respirer et à prendre un peu de distance, à construire une autre société .

4.3.1 L'immigration est traitée comme un problème à éradiquer.

En France et en Europe, depuis quelques années, mise en place de frontières plus ou moins étanches

4.3.2 les sans-papiers servent de boucs-émissaires

D'un point de vue politique pour les États en crise

4.3.3 on fabrique des sans-papiers en refusant le renouvellement d'une carte de séjour.

Y compris de 10 ans... on essaie de fabriquer une main-d'œuvre qui ne revendique pas, qui est terrorisée, harcèlement de tous les instants, obligation de vivre cachés. Des luttes menées avec la CGT ont permis d'obtenir des promesses de titres de séjour (qui ne sont pas encore arrivés pour tous). Les centres de rétention sont des endroits où on parque des gens pour défaut de papiers ; les titres provisoires ne donnent pas d'autorisation de travailler.

4.3.4 Le vocabulaire :

Roms = citoyens européens indésirables

demandeurs d'asile = non intéressants

personne ne peut savoir quels sont les critères

4.3.5 Femmes sans-papiers : c'est la double peine

- Elles arrivent en famille
- elles sont en fuite avec un conjoint (parfois mariées de force)
- elles ont fui une situation : soumises ici au diktat des hommes de leur groupe ethnico-social (cousin, frère, clan) – qui peut les forcer à prendre un époux ici. Ou bien elles sont obligées de trouver ici un homme qui voudra bien d'elles et vont se retrouver absolument soumises à cet homme-là (qui peut se révéler dominateur dans cette situation)

Débat :

question : A l'époque bonapartiste où on vit maintenant rien n'a changé depuis l'écriture des Misérables (1830) : on n'est pas dans un pays de liberté.

E.Filhol : le système en place : la loi Besson 1990 crée des aires de stationnement pour les nomades. 20 ans après on est à 45% de places créées ; par contre le dispositif policier fait penser à des formes de continuité avec des périodes passées :

fichage et criminalisation en 1912, sous la République

loi sur la sécurité intérieure Sarkozy 2003

LOPPSI 2 sur les habitats précaires

durcissement depuis plusieurs années, atteignant ceux qui sont là depuis très longtemps, qui ont été « dénaturalisés » ; ainsi qu'à l'égard des Roms

processus répressif remarquable.

Une grande exposition se prépare pour septembre 2011 aux Archives Nationales (dont la Directrice vient d'être virée) sur les « papiers » de 1860 à 1960 : une occasion intéressante de réfléchir à cette question des papiers.

Intervenant : on pourrait discuter des formes de lutte : contre les policiers – il y a des collectifs à Bx qui proposent des formes de mobilisation.

N. Victor-Retali : aujourd'hui il y a une journée RESF à Bacalan ; [un livre de Virginie Lydie : traversée interdite](#) qui va paraître (rencontre-débat jeudi 17 mars à la machine à lire à Bx).

Des actions très fortes ont été menées sans arrêt ; il y a des relais, syndicalistes, élus ; ça épuise énormément de gens, c'est très dur.

L'engagement politique, le syndicalisme, les associations, tout est nécessaire.

intervenante : Je veux remercier Karine Lelièvre pour son intervention. Il faut signaler que la loi du 10.07.2010 instaure une mesure de protection qui permet d'éloigner le conjoint de la victime ; je serais d'accord pour qu'il y ait un week-end sur les femmes

K.Lelièvre : il y a tout un travail qui est fait par le planning familial, mais aussi par le collectif bordelais, par les partis politiques, les syndicats et les associations.

Intervenante : il y a un renouvellement : de plus en plus de gens ont envie d'agir.

N.Victor-Retali : les comités de soutien ne se poursuivent pas forcément ensuite dans des mobilisations – c'est ce qu'on constate à RESF33

intervenant : Emmanuel Todd dans une émission d'Arrêt sur images explique beaucoup de choses

par la démographie. Les révolutions sont faites en général par la jeunesse. Les pays arabes ont des populations très jeunes, de plus en plus éduquées ; on assiste à une baisse de la démographie avec l'alphabétisation des femmes et leur accès au contrôle des naissances.

Dans les systèmes plus démocratiques, beaucoup de pays européens, la natalité baisse, la population vieillit, il y a un gros malaise social, mais les gens sont fatigués l'immigration permet de compenser : la lutte pour accepter cette immigration peut aider à la révolution sociale.

E.Filhol : le lien démocratie-éducation, ça ne marche pas ainsi chez les Tsiganes : chez eux il y a une résistance à l'égard de l'écrit. Ils tiennent à leur transmission orale ainsi qu'à avoir beaucoup d'enfants pour être. Ils font une composition intelligente et très difficile avec les communautés dans lesquelles ils vivent.

K.Lelièvre : c'est vrai que l'accès à l'éducation pour les femmes est un enjeu majeur pour l'autonomie ainsi que l'accès à la contraception.

E.Filhol : tout le travail fait depuis 20 ans en France et aux USA sur l'histoire des femmes, nourrit des formes de résistance.

K.Lelièvre : A partir de la fin des années 60 Michèle Perrot a ouvert des champs intellectuels et des champs de lutte – place des femmes dans les arts - « [images de femmes](#) » de Michèle Perrot et Georges Duby.

E.Filhol : je ne peux pas supporter de voir ce qui est attaché comme misérabilisme autour de ces communautés de Tsiganes : il y a tout une autre histoire qui est ignorée. En musique par ex. Listz publie en 1935 à Paris « [la musique des bohémiens](#) » : il étudie et valorise cette musique. Il y a là quelque chose de l'altérité qui surgit.

N.Victor-Retali : c'est le problème de l'Autre. Qui a un rapport avec le Grand Autre que chacun a en soi. Nous sommes en crise du rapport à l'autre, qui est une crise du rapport à soi-même – les Roms sont discriminés d'une manière beaucoup plus forte dans les périodes de crise.

Intervenant : Espulsion d'un squat de Roms à Cenon : sous prétexte d'un incendie (on leur avait coupé l'eau et l'électricité) : 46 personnes dont un enfant de 3 mois.

Être observateur, témoin direct quand on peut : cela permet de témoigner directement.

Le Collectif inter-pro rive droite s'est monté au cours du mouvement pour les retraites. On avait les instituteurs des enfants de Cenon qui avaient l'information : on est allés prendre nous-mêmes les Roms et investir le gymnase. On fait du lobbying populaire. On se rencontre, on s'organise pour être efficaces quand ce sera nécessaire. Il est important de se nouer avec les différents réseaux, de renouer les solidarités.

N.Victor-Retali : il y a une date butoir pour les Roms : le 31 mars – une action imminente à faire.

Conclusion Thomas Morel

il n'y a pas forcément de synthèse à faire, ni de grande leçon à tirer...

nous avons passé une journée à parler de sujets très divers tous ensemble : nous avons appris...

c'est un peu le bordel au niveau organisation... mais nous avons fait l'enregistrement sonore de tout ce qui a été dit.

A suivre sur le site [changer de société.org](http://changer.de.société.org)